

LE PUBLICISTE.

SEXTIDI 6 Thermidor, an VII.



Situation des armées. — Détails sur le projet d'acte d'accusation des ex-directeurs. — Opinion des Anglais sur l'état actuel de notre révolution. — Réflexions de Saint-Aubin contre l'emprunt forcé. — Arrivée de beaucoup d'étrangers à Paris. — Réplique du citoyen Talleyrand Périgord à Ch. Delacroix. — Lettre de ce dernier relative à des projets sur l'Égypte. — Séance de la Société du Manège.

ESPAGNE.

Madrid, le 24 messidor.

Depuis quelque tems, le prix de nos billets royaux s'est un peu amélioré. Assez récemment, ils étoient tombés ici jusqu'à 7 francs 50 cent., ce qui équivaloit à-peu-près à 80 pour cent de perte. Aujourd'hui, on ne veut pas les donner au-dessous de 9 francs. Il y a même de fortes raisons de croire qu'ils hausseront encore, ne fût-ce que par une suite de la création de ces caisses, où on assure qu'ils seront échangés à 12 pour cent de perte seulement.

Une nouvelle qu'on reçoit ici, doit influencer bien davantage encore sur l'augmentation de leur valeur, c'est celle de l'arrivée prochaine de quatre frégates parties de Lima avec huit millions de piastres. On écrit qu'elles ont été vues à la hauteur de Saint-André, d'où des vents contraires les ont forcées de virer vers la Corogne, avec un convoi espagnol qu'elles ont rencontré fort à propos.

HONGRIE.

Semlin, le 15 messidor.

Passwan-Oglou reparoit sur la scene, qu'il n'a jamais sérieusement quittée. Il est toujours à Widdin. Bien loin d'avoir congédié son armée, il s'occupe de grands moyens de défense. Il forme des magasins immenses, d'où l'on peut conclure, ou qu'il redoute une attaque, ou qu'il est déterminé à attaquer lui-même.

ALLEMAGNE.

Extrait d'une lettre de Francfort, du 27 messidor.

La plupart des journaux de Paris prennent, sans aucune espèce de choix ni de critique, dans les feuilles allemandes une foule de faits faux ou contradictoires, que la coalition publie à plaisir & pour ses vues. C'est ainsi, par exemple, qu'on a répandu tant d'in vraisemblables nouvelles relatives à la marche des troupes prussiennes, à l'accession de l'électeur de Bavière à la coalition, &c. &c. On sème ainsi la défiance entre le gouvernement français & les états neutres, & on dérouté en même-tems les cabinets des petits princes allemands qui, n'étant admis à aucune communication officielle de la part des grandes cours, ne savent pour la plupart que ce qu'on débite dans les gazettes. Le public d'Allemagne adopte avidement ces fables qui flattent l'orgueil national humilié long-tems par les victoires des Français, & plus encore par la morgue insultante que leur ancien gouvernement a déployée au congrès de Rastadt.

Depuis quinze jours, on veut faire croire en Allemagne que le roi de Prusse, fera remettre, le 27 de ce mois, à la diète de Ratisbonne, un mémoire par lequel il provoquera la guerre de l'Empire contre la république française; & l'on prétend que deux exemplaires de cette prétendue déclaration sont, il y a plus d'un mois, entre les mains de l'archiduc Charles. Cette dernière assertion semble démentir la première; car il est à croire qu'une semblable pièce seroit connue à Ratisbonne, avant de l'être ailleurs.

A Munich, il y a deux partis bien prononcés; celui des Autrichiens & des prêtres, & celui des Prussiens. Le dernier triomphe en ce moment de l'autre. Les ministres de l'électeur laissent percer sans voile leurs sentimens contre l'Autriche. L'électeur est plus réservé & plus circonspect qu'eux. Quoi qu'il n'ignore pas qu'un des prétextes de la guerre provient de ce que la France & la Prusse n'ont pas voulu laisser prendre la Bavière à l'empereur; il feint de l'ignorer, lorsqu'il est avec les ministres d'Autriche ou leurs agens secrets qui lui sont bien connus. Ce prince borne sa politique à mettre sur un bon pied son militaire, pour assurer son indépendance & sa neutralité.

L'électrice douairière qui, comme on sait, est fort jeune, paroît s'être éprise d'une belle passion pour un musicien de la cour. On prétend même qu'elle a résolu d'en faire son époux; mais qu'en ayant demandé la permission à l'électeur, celui-ci lui a répondu qu'il y consentiroit, si elle avoit l'aveu de sa famille & de la cour de Vienne. C'est ce qui a donné lieu au conte de sa grossesse, qu'on imputoit d'abord au musicien, & qu'on a ensuite voulu faire remonter à une époque qui eût pu donner des doutes sur la solidité de possession de l'électeur actuel. Les austro-anglais ont avidement saisie cette circonstance pour inquiéter l'électeur. Celui-ci vient de donner au musicien Eck, l'ordre de voyager, & il a pris la route de Salzbourg.

Manheim, le 18 messidor.

Le général de brigade Darnaudat est parti hier, avec un congé d'un mois, pour Wisbaden, où il va prendre les eaux à cause d'une blessure qu'il a reçue à la poitrine à l'armée des Pyrénées-Occidentales, il y a quatre ou cinq ans. Ce général & le général Collaud sont regrettés ici, l'un pour son austère intégrité, l'autre pour son amabilité & pour les généreux services qu'il rend volontiers, toutes les fois que les intérêts de sa patrie ou de l'armée n'y sont pas compromis.

Le général de brigade Mercier commande maintenant à Manheim. C'est le seul général qui nous reste. Le citoyen Sabathier, chef de la 66^e demi-brigade, est commandant de la ville. Le chef de brigade Cunco, commandant de Landau, est en la même qualité à Manheim, depuis l'arrivée des Français ici. On se loue beaucoup de ces commandans, ainsi que de la garnison, qui observe la meilleure discipline.

On voit à regret que les Français enlèvent jusqu'aux portes de notre ville. Déjà la seconde porte, le pont-levis de la porte du Rhin ont été emmenés, en sorte que les voitures sont obligées de passer par des chemins pratiqués dans les décombres des remparts.

La démolition se continue avec activité. On calcule néanmoins qu'elle ne sera achevée que dans un mois; & il n'est pas bien certain qu'à cette époque les Français évacuent la ville.

ANGLETERRE.

Extrait d'une lettre écrite par un patriote de Londres, du 9 messidor.

Les débats du parlement, le style des messages du roi & surtout le nouveau langage de nos ministres doivent vous donner une idée de ce qu'on pense ici sur votre situation actuelle & sur votre avenir. Mais ce langage, qui doit vous paroître fort étrange, n'est qu'une bien faible expression des imprécations, des menaces, des espérances auxquelles la nation presque entière croit pouvoir se livrer sans réserve & sans danger. Pour le concevoir, il faut se rappeler que ce peuple, en formant la première coalition, s'étoit flatté de terminer la guerre & de dévorer la France en une seule campagne: que vous avez érasé cette première coalition; que vous avez forcé le gouvernement anglais à envoyer deux fois chez vous le plus habile de ses négociateurs pour solliciter la paix. Il faut se rappeler l'impolitique *sine qua non* de votre ancien directoire, qui contribua à recréer la coalition. L'enthousiasme révolutionnaire, les innombrables victoires de la nation armée, ont paru menacer l'indépendance de l'Europe, & par conséquent l'existence de la Grande-Bretagne. Si, à cette époque, vous lui aviez accordé la paix, sa place parmi les nations étoit marquée, peut-être pour toujours, & vous auriez conservé la vôtre. L'aveugle & insatiable ambition qui dicta l'arrogant *sine qua non*, ordonna de poursuivre la conquête de l'Europe, par l'asservissement & le pillage de l'Italie & de la Suisse. *L'Hercule français*, jusque-là la terreur des brigands, cessa d'être invincible, dès qu'il parut devenir brigand lui-même: « Vous ne le terrasserez qu'avec des Russes, disoit Pellenc à M. Pitt & au baron de Thugut ». Ils ont appelé les Russes, & ils croient voir la prédiction s'accomplir.

Tout ce peuple est ivre de joie, d'espérance & de vengeance. Il se regarde comme sûr enfin de vous faire expier ses terreurs & ses humiliations, les désastres & l'asservissement de l'Europe; vos crimes & votre gloire. Son énorme dette de 11 milliards, tout le sang qu'il a versé, celui de ses alliés qui lui coûte si cher, tout sera payé, dit-il, avec usure; & c'est votre beau territoire, c'est votre liberté qui doit être bien plus belle encore, c'est tout le sang de vos héros, c'est celui de tous les amis de la république qui doit assouvir son ambition, sa cupidité & sa haine. « C'est lui qui va devenir à son tour & qui restera la grande nation. C'est à lui qu'appartiendra le titre de libérateur du monde; & qu'il étoit réservé, dit le *Times*, d'accomplir le vœu de Burke, en effaçant l'exécration de la carte de l'Europe. C'est alors enfin qu'il recueillera les fruits de tant de travaux, de sollicitudes & de sacrifices; & que Londres, devenue le centre & l'arbitre du système politique & commercial de l'univers, commandera à son gré la paix ou la guerre, & déterminera la mesure de richesse & de commerce, d'industrie & de liberté qu'elle daignera permettre aux nations devenues ses tributaires ».

Voilà, sans exagération, le langage qui retentit dans presque toute l'Angleterre, dans les clubs, dans les sociétés, à la cour, au parlement, & jusque dans les chaires. Les papiers publics, les pamphlets, les caricatures tendent à couvrir d'imprécations & de ridicule cette nation qui fut grande & libre, & qui n'en paroît que plus coupable. Tout appelle contre elle la vengeance & l'esclavage. Vos excès révolutionnaires avoient été couverts par l'éclat de vos armes, & les coupables n'étoient pas tous parmi vous. Aussi aviez vous encore ici de courageux défenseurs; mais les excès qu'ont fait ou laissé commettre vos derniers tyrans, n'en pourroient trouver nulle part, quand vous seriez encore victorieux.

Il n'y a qu'un vaste déploiement de forces & de l'union qui puissent vous sauver. Jetez les yeux autour de vous: voyez la coalition de presque tous les trônes de l'Europe, & jugez si elle ne vous commande pas le développement de tous vos moyens, le concert de tous les intérêts, de toutes les volontés. Vous avez dû appercevoir, dans nos papiers, quelle fut l'inquiétude de vos ennemis, quand on vous vit appeler un des hommes les plus justement célèbres de la révolution à la direction de vos affaires. Ils ont bien senti que leur proie pouvoit leur échapper, & que votre nation pouvoit se relever aussi grande & aussi fière que jamais, s'il parvenoit à rallier tous les vrais français autour de leur constitution, à étouffer les germes de divisions, à signaler la source & le cours de cet or corrupteur & homicide qui coule en abondance de l'échiquier de Londres, pour aller par-tout acheter, à la coalition, des auxiliaires. Ouvrez les yeux, il en est tems encore. *La contre-révolution n'est pas encore faite*, & vos ennemis l'ont écrite sur leurs étendards. Ils n'ont pas été plus sages que vous; car en proclamant contre la France une croisade d'extermination, ils vous ont rendus invincibles, si vous êtes unis, si vous faites contre eux un appel & une

association de tout ce qui porte un cœur français, de tous les talents de toutes les lumières, de toutes les vertus, & enfin des patriotes de toutes les époques & de tous les degrés, comme s'est exprimé un membre de votre conseil des anciens.

Songez que votre perte est jurée par une coalition formidable; songez qu'un des hommes les plus habiles de l'Europe dirige ses opérations, & qu'il dispose, pour alimenter ses fureurs, l'argent d'une moitié du globe. Voyez votre sort dans la malheureuse Irlande, dont les ruines & le sang fument encore sous vos yeux. S'ils ont ainsi traité leur propre peuple, quel est donc le qu'ils vous réservent?

Je vous le répète, le tems presse; la contre-révolution n'est encore faite. Soyez justes, pour être forts; soyez unis, pour être invincibles.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Au quartier-général à Bruges, le 20 messidor an 5.

Le général commandant la 24^e division militaire, au rédacteur du Publiciste.

Depuis quelque tems, je lis dans plusieurs journaux que les Anglais ont paru sur les côtes de la Belgique & de la Zélande. On m'a même écrit, sous le titre de Bruxelles, le 22 de ce mois, qu'une partie du convoi anglais étoit entrée dans l'Escaut occidental & qu'elle étoit signalée le 20 au Sas-de-Gand.

Veillez, je vous prie, détruire de semblables erreurs, qu'il seroit dangereux de laisser propager. Quoiqu'on ait annoncé que la pédition étoit partie d'Angleterre, les Anglais n'ont point paru sur les côtes de la Belgique en nombre suffisant pour faire craindre des projets hostiles, & ils n'ont nullement paru dans l'Escaut occidental.

Au reste, toutes les mesures sont prises pour faire repentir vos ennemis des tentatives qu'ils pourroient faire.

Salut & fraternité, Signé, RIVAUD.

PARIS, le 5 thermidor.

— Les dépêches venant des armées ne contiennent que des détails administratifs. Il y a, pour ainsi dire, suspension de part & d'autre. Chaque partie belligérante est occupée à réparer ses désastres, & semble ne vouloir offrir le combat qu'avec des moyens qui donnent une certitude de porter des coups décisifs.

— Saint-Aubin, en désavouant la part qu'on lui attribue dans l'emprunt de 100 millions, combat ce projet de force, & prouve qu'il seroit plus vexatoire que le million demandé par Robespierre dans un tems où du moins il avoit en circulation un signe abondant.

— Le journal des Hommes-Libres assure que déjà, près de 500 mille francs ont été distribués pour obtenir, soit le directoire, soit des conseils, que le *Manège* fût retiré de la société qui s'y réunit, ce local étant sous la police immédiate du corps législatif. Il nommera, dit-il, le banquier chez qui ces fonds ont été déposés.

La même feuille nie que le conseil des anciens ait chargé sa commission des inspecteurs de notifier à la société de quitter ce local. Elle en donne pour raison, qu'on ne peut prendre un arrêté sans séance publique, & qu'aucun résultat n'a été publié. Elle convient néanmoins que, le 22 de ce mois, dans le comité général du conseil des anciens, il étoit question de la réunion du *Manège* & du local qui lui étoit accordé, & nous persistons à croire qu'il est décidé que cette société changera d'emplacement.

— Le citoyen Bachc, médecin, déclare qu'il n'est point vrai: comme l'ont dit quelques journaux, qu'il ait présenté à la réunion du *Manège* le partage des terres & la loi agraire.

— On dit qu'on viole le secret des lettres, & que plusieurs représentans même en ont reçu qui avoient été décachetés.

— On paroît s'inquiéter de l'arrivée à Paris d'un grand nombre de nouveaux venus.

— Le citoyen Drouet est nommé commissaire du directoire auprès de l'administration centrale de la Marne.

— Le kanal, ci-devant membre de la convention, remplace Marquis pour l'organisation des quatre départemens de la rive gauche du Rhin.

— Le citoyen Mongirault est nommé agent maritime à Anvers. Cette place étoit vacante par la nomination de Bourdon au ministère de la marine.

— Le directoire a demandé aux conseils, par un message du 23 messidor, de nouvelles mesures pour hâter la rentrée des contributions, & rendre les receveurs, leurs préposés & les percepteurs responsables des retards.

— La vente scandaleuse du ci-devant hôtel d'Uzès, avoit été cassée par le département de la Seine, avant même que Génissieux l'eût dénoncée.

— Bernadotte a écrit une lettre flatteuse au général Broussier, en lui ordonnant de se rendre de suite à l'armée des Alpes, où il sera employé.

Broussier avoit été traduit par Schérer à un conseil de guerre. Il est vengé de ses ennemis, par la justice que lui rend le nouveau ministre.

— On a trouvé affiché à Rouen, le 3 thermidor, un placard contre le président de l'administration municipale & le commissaire du directoire près cette administration. Pour vignette, on avoit dessiné une potence.

— Le général Tilly a repris le commandement en chef des neuf départemens réunis.

Le général Béguinot est chargé de surveiller à Bruges les préparatifs qui se font pour mettre nos côtes en état de défense, depuis Dunkerque jusqu'à l'Escluse. Tilly a pris des mesures pour détruire les brigands qui cherchent à rallumer la guerre civile dans la Belgique. Cinq mille hommes de troupes, de toutes armes, vont les poursuivre jusques dans les forêts qui leur servent de repaires.

— Le directoire batave avoit proposé au corps législatif de conférer le commandement de l'armée batave au général Brune. Une dépêche officielle apprend que cette proposition vient d'être sanctionnée par les deux chambres.

— On lit dans le *Correspondant Impartial* de Hambourg l'annonce suivante : « Correspondance secrète, extraite du porte-feuille de la députation française assassinée près de Rastadt ». On dit cet écrit propre à jeter de la lumière sur plusieurs événemens importans dont les causes sont peu connues.

— Le 24 messidor, il a paru à Ratisbonne un décret impérial, qui ordonne de nouveau aux membres de l'Empire, de payer les mois romains & de donner le quintuple de leur contingent.

— La fameuse chevalière d'Eon annonce qu'on peut souscrire chez le Libraire Cadell à Londres, à raison d'une guinée, pour l'histoire de sa vie qu'elle va faire paraître.

— La frégate anglaise *la Résistance*, de 44 canons, stationnée aux Indes-Orientales, a été frappée par la foudre & a sauté en l'air. Il n'y a eu que cinq hommes de sauvés.

— Les électeurs de Cologne & de Trèves vont se nommer des coadjuteurs à l'exemple de celui de Mayence.

— Le duc de Parme est rentré dans ses états, d'où la peur seule l'avoit fait fuir.

— Il paroît que le roi de Sicile est aussi de retour à Naples.

La constitution exigeant que toute dénonciation, pour être reçue contre les députés ou les directeurs, soit signée, celle que le conseil de cinq-cents a admise contre Merlin, Rewbell, Révellière & Treillard, a été signée par Ruelle, ancien agent diplomatique ; & par Carlier & Tréhan, citoyens du quatrième arrondissement de Paris. Le projet qui sera lu pour la seconde fois, ces jours-ci, porte qu'ils sont accusés de trahison & de conspiration contre la sûreté intérieure & extérieure de la république.

Voici la pièce qui sert de base à l'acte d'accusation :

Ruelle, ancien agent diplomatique, au conseil des cinq-cents.

Citoyens représentans, c'est incontestablement la violation du territoire ottoman par l'expédition d'Egypte, qui est la principale cause des dangers de la patrie, parce qu'elle a entraîné les turcs dans la nouvelle coalition, & que les austro-russes, affranchis en conséquence de toute inquiétude à l'égard de cette puissance, ont envoyé contre nous des forces supérieures, & peuvent encore envoyer jusqu'à leur dernier homme.

L'expédition de l'Egypte, qui d'ailleurs s'est faite au mépris de la constitution & de la représentation nationale elle-même, est donc la conspiration la plus réelle & la plus sérieuse qui ait encore existé contre la sûreté intérieure & extérieure de la république.

Et qu'on ne dise pas que c'est l'ineptie des ex-directeurs qui a occasionné nos revers actuels ; c'est bien réellement leur trahison, quand on voit qu'ils ont rompu avec les Etats-Unis de l'Amérique en même tems qu'avec l'empire ottoman, pour donner ainsi plus de concistance & de latitude à toutes les branches de la nouvelle coalition, & encore quand on rapproche de ces deux événemens toutes les autres perfidies que leur diplomatie a commises depuis deux ans en Hollande, en Suisse & en Italie.

Quoi ! l'empire ottoman, les puissances barbaresques & les Etats-Unis de l'Amérique, qui n'auroient jamais pensé ni consenti à seconder la coalition, ont été ouvertement provoqués par ceux qui devoient à tout prix les ménager ; & l'on ne verroit pas là un fait exprès, une intelligence marquée avec les coalisés, & enfin une coïncidence parfaite avec leur plan d'armer toute la terre contre nous !

Mais veut-on faire échouer cette conspiration, forcer bientôt les Russes à retourner chez eux, & enlever aux Anglais leur influence en Amérique ? Eh bien ! c'est de faire la paix avec les Turcs & les Américains ; c'est de leur porter, à cet effet, un désaveu de la nation sur les violences qui leur ont été faites ; c'est... Et comme la meilleure manière d'exprimer le désaveu dont il s'agit consiste à mettre en accusation les membres du directoire qui ont ordonné la violation du territoire ottoman, & amené notre rupture avec les Etats-Unis de l'Amérique, je crois, citoyens représentans, devoir appeler votre attention sur cette mesure.

A Paris, le 23 messidor an 7.

Signé, RUELLE.

Eclaircissemens relatifs à l'expédition d'Egypte.

Talleyrand - Périgord avoit déclaré dans sa réponse que c'étoit sans motif qu'on lui attribuoit l'expédition d'Egypte ; que ni le fort ni le blâme ne pouvoient lui en appartenir ; que c'étoit un très-ancien projet, & qu'antérieurement à son entrée au ministère le citoyen Magallon, consul général en Egypte, qui déjà avoit envoyé beaucoup

de mémoires relatifs à une expédition dans ce pays, avoit reçu un congé dont l'objet étoit de donner des renseignements à l'appui de ses mémoires.

Charles Delacroix, prédécesseur de Talleyrand, se croyant peut-être attaqué par ces explications, & voulant se défendre de cette expédition, s'est hâté d'imprimer que ces projets, que ces mémoires étoient restés totalement oubliés pendant son ministère; qu'ils n'avoient été l'objet d'aucun travail ni du chef de division à lui, ni de lui au directoire; qu'il n'avoit conservé aucune idée des mémoires du citoyen Magallon; que ces mémoires, quels qu'ils soient, n'avoient eu aucune influence sur le congé qui fut accordé, &c. &c.

« Il y a-t-il rien de plus clair, rien de plus positif qu'un tel langage, dit aujourd'hui Talleyrand dans une réponse à Charles Delacroix? Eh bien! disons, ou plutôt montrons ce qui est; car en vérité, il est impossible de se taire.

» Remarquons d'abord que le citoyen Ch. Delacroix veut donner dans ses observations une grande idée de sa mémoire, puisqu'il cite lui-même, avec des guillemets, & par conséquent mot à mot, ce qu'il prétend m'avoir dit sur l'Égypte, il y a près d'un an, à son retour de Hollande. Est-il possible de ne pas lui demander comment celui qui a pu retenir & fixer ainsi des paroles fugitives, perd tout-à-coup la mémoire, au point de s'inscrire en faux, & à la face de tout le public, contre ce qu'il a écrit & très-longuement écrit à ce même citoyen Magallon, qu'il semble repousser ici avec tant d'indifférence?

» Je viens de relire à l'instant même la lettre que le cit. Charles Delacroix écrivoit au citoyen Magallon, le 29 thermidor an 4, en lui accordant son congé. J'affirme hautement qu'il est impossible d'exprimer dans des termes plus énergiques, plus répétés, l'ardent désir d'une expédition en Égypte, que fait le citoyen Charles Delacroix, d'après les vues du citoyen Magallon, qui sont toutes, lui dit-il, & sages & grandes: qu'il déclare dans sa lettre que cette contrée fixe son attention particulière; qu'il sent combien elle seroit utile à la république; qu'il ne renonce point à un projet sur elle; qu'il espère qu'il naîtra des circonstances favorables pour punir Ibrahim & Mourad, beys, (les mêmes qui ont été vaincus par Buonaparte), soit par nous, soit par la Porte, toute foible qu'elle est, &c. &c.

» Voilà la substance bien exprimée de ce qu'écrivoit le cit. Ch. Delacroix au cit. Magallon: d'où, encore une fois, je ne veux pas inférer qu'il faille lui attribuer une expédition que maintenant il désavoue, mais montrer que bien avant mon arrivée & sur-tout de son tems, on s'en étoit occupé aux relations extérieures.

» Au surplus, afin qu'il ne reste pas le moindre doute à cet égard dans l'esprit du cit. Charles Delacroix, & qu'il n' imagine pas qu'on a pu altérer le sens de sa lettre, je l'invite à venir en prendre lecture aux relations extérieures. Le chef de la seconde division est chargé de lui en donner communication.

» Et afin que le public soit à portée de juger ce petit fait, très-indifférent en lui-même, mais auquel le cit. Ch. Delacroix & ses amis ont paru vouloir mettre une grande importance avant que mon successeur fût nommé, je l'invite à permettre que je fasse imprimer la lettre du 29 thermidor an 4, sur copie conforme qui sera déposée.

» Je n'ai publié cette réponse qu'après que la nomination de mon successeur a été bien connue. Le cit. Ch. Delacroix remarquera sans doute que je n'ai pas voulu, avant ce moment, détourner l'attention qu'il avoit rappelée sur lui.»

Signé, CH. M. TALLEYRAND-PÉRIGORD.

REUNION DU MANEGE.

Séance du 3 thermidor.

Gabriel, au nom de la commission d'instruction, fait lecture d'un projet d'adresse au directoire, pour l'inviter à venir au secours des condamnés par la cour de Vendôme:

« Directeurs, prêtez une oreille attentive aux bruits de leurs fers... Écoutez les défenseurs du peuple qui vous demandent du pain & des vêtements ». Adopé.

Plusieurs membres parlent d'objets particuliers, sans pouvoir se faire entendre.

Bouin: Il deviendroit dangereux que la tribune retentît

sans cesse de propositions vagues & de petites dénonciations qui ne font point atteindre les coupables. On doit démasquer les égorgens en chefs qui, pendant la réaction, ont inondé la république de tous les maux à-la-fois. Il faut demander compte de la mort des milliers de citoyens eue à la patrie par la famine & par les poignards; il faut que la responsabilité des fonctionnaires publics ne soit plus une abstraction métaphysique, mais une réalité; il faut en offrir à ceux qui seroient tentés d'imiter des tyrans que nous venons de renverser, l'exemple terrible d'un puicil éclatante.

Marchan fait le tableau des persécutions, des humiliations, des assassinats exercés, pendant la réaction, sur les plus zélés républicains, & s'écrie: « Goujon, Bourbotte, Romme, Soubrany, Duquesnoy, & vous, Babeuf & Danton, vertueux martyrs de la liberté, nous n'avons point élevé de colonne à votre mémoire; mais la postérité vous en réserve une qui vous vengera de l'ingratitude de vos contemporains! Lâches brigands armés contre notre liberté, vous compliez sur le nombre de vos esclaves, mais vous ne comptez pas sur leur courage. O vous, républicains ne comptez que sur leur courage. O vous, tenez dans vos mains les destinées de la république, vous ne comptez pas sur les soldats? Parlez... Des millions de républicains sont prêts à s'élaner aux frontières; & si nous périssons, nos femmes & nos enfans sont prêts à incendier nos villages & à s'ensevelir sous les ruines de la patrie. » (Vifs applaudissemens).

« On nous accuse de ne pas vouloir la constitution; mais la constitution veut la république. Or, puisque nous voulons la république, nous voulons donc la constitution. Demandez que la commission s'occupe sans relâche de moyens de remédier à nos maux intérieurs & extérieurs.

Séance du 4 thermidor.

Quatremere-Disjonval lit une lettre que lui a adressée un patriote batave sur la situation actuelle de cette république. Il accuse tous les ministres ou commissaires français qui ont été envoyés, Charles Delacroix excepté, d'avoir dissipé les ressources, vendu la marine de cette république aux Anglais, favorisé l'oligarchie & préparé le retour du stadtholder: il dénonce nominativement Noël, Lombard, Ramon, Cochon, Richard, &c. & les divers envoyés de la république batave, depuis la révolution opérée par Daendels, particulièrement l'ambassadeur actuel Schimmelpenninck dont il demande le renvoi sous huit jours de Paris. (Approuvé & renvoyé au directoire pour y faire droit). Il proteste ensuite de la fidélité des bataves à la cause de la liberté & l'égalité, & annonce que vingt mille citoyens se sont inscrits pour aller la défendre, armés & équipés à leurs frais.

Après la lecture de cette lettre, Quatremere s'éleva avec force contre la dénomination d'anarchiste: il s'attacha à prouver que l'anarchie est un vain mot, dont se sont uniquement servis les royalistes pour perdre les républicains.

Bourse du 5 thermidor.

Rente provis., 2 fr. 63 c. — Tiers cons., 8 fr. 75 c. — Bons $\frac{2}{3}$, 79 cent. — Bons $\frac{3}{4}$, 80 c. — Bons d'arrérages, 53 fr., 53 fr. 75 cent. — Action de 50 fr. de la caisse des rentiers.... A. FRANÇOIS